

**Conseil de sécurité**

Distr. générale  
8 avril 2002

Original: français

---

**Lettre datée du 8 avril 2002, adressée au Président  
du Conseil de sécurité par le Représentant permanent  
de la République démocratique du Congo  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

D'ordre de mon gouvernement, j'ai le regret d'attirer toute l'attention du Conseil sur la non-démilitarisation de la ville de Kisangani par l'Armée patriotique rwandaise (APR), en violation flagrante des dispositions pertinentes de la résolution 1304 (2000) du 16 juin 2000 et de toutes les résolutions ultérieures du Conseil de sécurité sur la situation en République démocratique du Congo.

La non-démilitarisation de la ville de Kisangani contrevient également aux décisions de la réunion extraordinaire du Comité politique de l'Accord de cessez-le-feu en République démocratique du Congo, tenue à Lusaka le 20 mars 2002 (voir S/2002/305), lesquelles enjoignent notamment le Rwanda d'appliquer le plan de désengagement dans son intégralité et de faire en sorte que la démilitarisation de Kisangani s'accélère et soit menée à bien au 6 avril 2002 au plus tard.

Cette non-démilitarisation de la ville contrevient aussi aux décisions du quatrième Sommet des signataires de l'Accord de cessez-le-feu en République démocratique du Congo tenue au niveau des chefs d'État à Lusaka le 3 avril 2002.

De même et toujours en violation de la résolution 1399 (2002) du 19 mars 2002 et des décisions de la réunion extraordinaire du Comité politique de l'Accord de cessez-le-feu en République démocratique du Congo tenue à Lusaka le 20 mars 2002, les troupes de l'Armée patriotique rwandaise ne se sont pas retirées de la ville de Pweto dans les délais leur impartis. Plus grave, selon les informations en notre possession, l'APR renforce plutôt ses positions à Pweto, ce qui constitue une menace sur toutes les perspectives de paix dans la région.

Mon gouvernement souhaiterait en outre attirer une nouvelle fois l'attention du Conseil de sécurité sur la situation qui prévaut dans les hauts plateaux, plus précisément dans la localité de Minembwe, ainsi qu'aux alentours de la ville d'Uvira, où des combats intenses sont signalés impliquant directement l'APR. Plusieurs sources indépendantes, y compris des agences de presse internationales, font état de l'envoi de milliers de soldats rwandais, appuyés par des hélicoptères de combat.

La réalité de ces combats a été confirmée par M. Paul Kagame, Président du Rwanda, lors de son point de presse à Kigali du 6 avril 2002, démentant par la même occasion la déclaration du porte-parole de l'APR, le colonel Jean Bosco



Kazura, qui, le 2 avril 2002, niait encore énergiquement toute participation de soldats rwandais à ces combats.

Dans le cadre du partenariat entre le Conseil de sécurité des Nations Unies et le Comité politique de l'Accord de cessez-le-feu en République démocratique du Congo, mon gouvernement souhaiterait qu'une sévère mise en garde à l'encontre du Rwanda soit émise par le Conseil afin de dissuader ce pays de continuer de narguer toute la communauté internationale à travers le Conseil de sécurité et de l'amener à s'abstenir de poursuivre sa politique de déstabilisation des processus de paix dans la région des Grands Lacs.

Au moment où les travaux du dialogue intercongolais entrent dans leur phase finale en Afrique du Sud, le Conseil, en partenariat avec le Comité politique et dans le cadre du déploiement effectif de la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUC) dans une phase III intégrale, se doit de se pencher impérativement sur les étapes ultérieures du calendrier de la mise en oeuvre de l'Accord de cessez-le-feu, notamment :

1. La libération et l'échange de prisonniers de guerre;
2. Le retrait ordonné de toutes les forces étrangères, selon la séquence prévue par la résolution 1304 (2000), plus particulièrement les forces d'occupation du Rwanda, pays désormais identifié comme le principal et majeur obstacle aux processus de paix de Lusaka et d'Arusha;
3. Le rétablissement de l'autorité de l'État sur toute l'étendue du territoire national;
4. La mise en oeuvre du désarmement, de la démobilisation, du rapatriement, de la réinstallation et de la réinsertion;
5. Les mesures de normalisation de la situation sécuritaire le long des frontières internationales des pays de la région des Grands Lacs;
6. La nécessité de l'établissement de mesures de confiance pour les pays de la région, notamment par la convocation sous les auspices du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et du Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine/Union africaine d'une conférence internationale sur la paix, la sécurité, la démocratie et le développement dans la région des Grands Lacs.

Je vous prie de bien vouloir faire circuler la présente comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,  
Représentant permanent  
(Signé) Ileka Atoki